



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique austral

Une publication du SER de Pretoria  
du 14 au 27 novembre 2025

### Principales villes d'Afrique du Sud par population (incluant les arrondissements, districts, agglomérations urbaines, etc.)

	Ville	Population
1	Johannesbourg	5,635,127
2	Le Cap	4,710,000
3	Durban	3,120,282
4	Soweto	1,695,047
5	Prétoria	1,619,438
6	Port Elizabeth	1,050,078
7	Pietermaritzburg	750,845
8	Benoni	605,344
9	Bloemfontein	556,000
10	Thembisa	511,655

Source : [South Africa Population \(2025\) - Worldometer](https://www.worldometers.info/south-africa/population/)

## **L'Afrique du Sud salue le succès du G20 tandis que les tensions commerciales avec les États-Unis s'intensifient**

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a qualifié le sommet du G20 à Johannesburg de succès pour le multilatéralisme, soulignant l'adoption par les chefs d'Etat présents d'une déclaration commune sur les principaux défis mondiaux - crise climatique, allègement de la dette et soutien aux pays en développement. Malgré certaines divergences entre les 19 membres présents, l'Afrique du Sud est parvenue à dégager un large consensus, à l'exception notable de l'Argentine, qui ne s'est pas opposée à la déclaration mais n'a pas participé à son adoption.

Le sommet s'est déroulé dans un contexte géopolitique délicat, marqué par les tensions liées à la guerre en Ukraine et l'échec récent des négociations climatiques de la COP30. Plusieurs dirigeants, dont le président brésilien Lula et le chancelier allemand Friedrich Merz, ont salué la résilience du multilatéralisme et le renforcement de la coopération internationale.

Parallèlement, les relations entre l'Afrique du Sud et les États-Unis se sont nettement détériorées. Le président américain Donald Trump a boycotté le sommet en avançant des accusations infondées contre Pretoria. Washington a ensuite annoncé que l'Afrique du Sud serait exclue du prochain G20, prévu aux États-Unis.

Pour mémoire, les relations entre l'Afrique du Sud et les Etats-Unis sont toujours marquées par une incertitude tarifaire persistante, alors que le *Department of Trade, Industry and Competition* (DTIC) intensifie ses négociations avec les États-Unis afin de réduire les droits de douane réciproques de 30 % imposés depuis août sur de nombreuses exportations sud-africaines. Malgré certaines exemptions - notamment pour les agrumes et les minerais critiques - des droits élevés demeurent : 25 % sur les composants automobiles et 50 % sur l'acier, l'aluminium et le cuivre semi-transformé, affectant plus de 35 % des exportations vers les États-Unis. D'autres secteurs, tels que la chimie, l'agriculture, la fabrication et les machines-outils, sont également concernés.

En parallèle, Pretoria plaide pour le renouvellement de l'AGOA, bénéficiant d'un soutien bipartisan au Congrès, ce qui permettrait de préserver l'accès en franchise de droits malgré l'environnement tarifaire plus contraignant. Face à la montée du protectionnisme mondial, le DTIC accélère également sa *butterfly strategy*, visant à diversifier les marchés et la structure des exportations en s'appuyant sur la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) et en ciblant 27 nouveaux débouchés. L'objectif est de porter les exportations de 2 000 à 3 000 Mds ZAR d'ici 2030, après un excédent commercial de 340 Mds ZAR enregistré en 2024. Dans l'ensemble, cette stratégie illustre une approche dual : atténuer les risques commerciaux de court terme tout en renforçant, à long terme, la résilience et la compétitivité des exportations sud-africaines grâce à une diversification structurelle.

## Sommaire :

### Afrique du Sud

- S&P Global Ratings relève la notation d'Eskom
- L'Afrique du sud émet une nouvelle obligation de financement des infrastructures et du développement
- Face à l'explosion des paris en ligne, les autorités sud-africaines annoncent un projet de taxation du secteur
- La banque centrale poursuit sa politique d'assouplissement monétaire malgré une légère hausse de l'inflation (StatsSA)
- Les exportations agricoles sud-africaines enregistrent une forte croissance au troisième trimestre
- Les ventes au détail progressent en septembre, portées par la solide performance des détaillants généraux selon l'institut des statistiques sud-africain (StatsSA)
- Anglo American reçoit une nouvelle offre publique d'achat de la part de BHP (Moneyweb)
- L'UE et l'Afrique du Sud signent un Partenariat pour le commerce et l'investissement propres (CTIP) et un MoU sur les minerais de la transition énergétique en marge du sommet du G20 à Johannesburg (Mining Weekly & Commission européenne)
- Transnet se voit accorder deux prêts de 300 M EUR de l'AFD et de 350 M EUR de la BEI pour la réhabilitation de ses infrastructures portuaires et ferroviaires (Engineering News)
- Le régulateur de l'énergie sud-africain valide une baisse de 6 % du prix maximum du gaz pour la période janvier–mars 2026 (Agence Ecofin)

### Angola

- La BNA amorce un assouplissement prudent face au repli de l'inflation
- L'agence de notation Fitch Ratings confirme la note souveraine « B- » de la République d'Angola, assortie d'une perspective stable
- Le panier de la ménagère flambe malgré la baisse de l'inflation en Angola
- Le Gouvernement défie l'indépendance de la Banque Centrale dans le budget pour 2026
- Le gouvernement angolais resserre l'accès aux carburants subventionnés
- Lobito accueille l'agence de facilitation du transit régional dirigée par Amadeu Nunes
- Forum d'affaires Union européenne – Union africaine 2025 : quand l'Afrique et l'Europe misent enfin sur les projets concrets
- Alstom : signature d'un protocole d'accord pour la ligne bleue de Luanda
- Résultats définitifs du recensement de la population et de l'habitat 2024

### Botswana

- L'inflation annuelle atteint 3,6% au mois d'octobre (StatsBots)

### Malawi

- Le Malawi prolonge l'état de catastrophe alors que la crise alimentaire s'aggrave
- Lotus Resources lance officiellement l'exploitation de la mine d'uranium de Kayelekera (Agence Ecofin)

### Mozambique

- La Banque centrale abaisse son taux directeur à 9,50 % (-25 pb)
- TotalEnergies visé par une plainte de complicité de crimes de guerre pour les massacres dans les conteneurs au Mozambique
- Mozambique LNG : le gouvernement mozambicain donne 30 jours à TotalEnergies pour présenter un plan de reprise immédiate des travaux et lance un audit sur les surcoûts découlant de la force majeure

## Namibie

- Fin de mandat pour le gouverneur de la banque centrale (Bank of Namibia)
- Africa Global Logistics (AGL) investit près de 40 M EUR dans le secteur logistique namibien, dans l'attente de la première production pétrolière du pays (The Namibian)
- Le conseil municipal de Windhoek adopte un plan sur 20 ans pour améliorer la sécurité de l'approvisionnement en eau (Windhoek Observer)

## Zambie

- Le Premier ministre chinois en Zambie pour une visite historique
- S&P Global relève la note souveraine de la Zambie après la sortie du défaut

## Zimbabwe

- Production record de blé au Zimbabwe lors de la récolte 2024-2025
- Le milliardaire nigérian Aliko Dangote annonce 1 Md USD d'investissements au Zimbabwe (allAfrica)

# Afrique du Sud

## S&P Global Ratings relève la notation d'Eskom

Le 26 novembre 2025, S&P Global Ratings a relevé la notation de la dette de long terme en devise locale et étrangère d'Eskom de B- à B. Cette décision intervient après la publication, par l'entreprise publique d'électricité, de résultats positifs au premier semestre 2025 (une première en 8 ans ; +23,9 Mds ZAR), et après le démantèlement de l'entreprise en trois entités (l'activité de « transmission » d'électricité étant indépendante depuis juillet 2024).

Alors que la notation de la dette sud-africaine a été relevée le 14 novembre par S&P Global Ratings (de BB- à BB), cette révision confirme l'amélioration des perspectives économiques du pays. Cette dynamique témoigne également de la mise en œuvre des réformes structurelles de l'administration actuelle du gouvernement Ramaphosa.

## L'Afrique du sud émet une nouvelle obligation de financement des infrastructures et du développement

Le 8 décembre prochain, le trésor sud-africain proposera à l'adjudication une nouvelle obligation de financement des infrastructures et du développement. L'émission qui cible un montant de 15 Mds ZAR, concerne deux instruments de maturité distincte (10 et 15 ans).

Le ministre des finances Enoch Godongwana a annoncé que cette levée de fonds permettrait d'abord de financer l'amélioration du réseau ferré, notamment par la modernisation et l'expansion du système ferroviaire de transport de passagers. 4,1 Mds ZAR seront également alloués à la réparation et la construction d'écoles, de pipelines, d'hôpitaux, et des

infrastructures endommagées par les inondations de juin 2025.

## Face à l'explosion des paris en ligne, les autorités sud-africaines annoncent un projet de taxation du secteur

L'Afrique du Sud envisage la possibilité d'imposer une taxe de 20 % sur les paris en ligne, face à la croissance soutenue du secteur et à l'impact social de cette pratique. Alors que les montants alloués aux paris en ligne ont progressé de 33 % entre 2024 et 2025, l'objectif principal de cette mesure est de « décourager le jeu problématique et pathologique et ses effets néfastes ». La taxe pourrait néanmoins générer plus de 10 Mds ZAR de recettes fiscales.

Cette annonce a engendré une levée de boucliers de l'union des sites de paris en ligne (Saroga). Cette dernière est vent debout contre le 20 % prévu par les autorités sud-africaines, jugeant que ce chiffre ne provenait pas d'un exercice rigoureux. Elle cite également le risque de mise en place de stratégies de contournement des parieurs vers des sites illégaux ou étrangers, comme l'illustre l'exemple kényan.

Néanmoins, le Trésor a indiqué que des mesures complémentaires étaient à l'étude, tel que l'obligation pour les opérateurs locaux de paris en ligne de s'enregistrer et de fournir à l'agence fiscale nationale les mêmes informations qu'ils soumettent actuellement aux conseils provinciaux des jeux de hasard pour la perception des recettes.

## La banque centrale poursuit sa politique d'assouplissement monétaire malgré une légère hausse de l'inflation (StatsSA)

Selon l'agence nationale des statistiques (Stats SA), l'inflation annuelle des prix à la consommation est passée de 3,4 % en septembre à 3,6 % en octobre, atteignant

son niveau le plus élevé depuis septembre 2024. Cette progression s'explique principalement par la hausse des coûts du « logement et des services liés aux habitations » (+4,5 %, contribuant à la hausse des prix à hauteur de +1,1 point), des « aliments et boissons non alcoolisées » (+3,9 %, soit +0,7 point), des « boissons alcoolisées et du tabac » (+4,5 %, soit +0,2 point) ainsi que du « transport » (+1,5 %, soit +0,2 point). La banque centrale a révisé légèrement à la baisse ses projections d'inflation à court terme, reflétant la modération des prix du pétrole et la bonne tenue du rand. L'inflation des prix à la consommation (CPI) devrait ainsi atteindre 3,3 % en moyenne en 2025, avant de se stabiliser autour de 3,1 % à moyen terme. En dépit de cette légère remontée de l'indice, la SARB a poursuivi la politique d'assouplissement monétaire entamée depuis septembre 2024, abaissant à l'unanimité son taux directeur à 6,75 % (soit -25 points de base) le jeudi 20 novembre. Pour rappel, le ministre des finances sud-africain a récemment annoncé une baisse de l'objectif d'inflation (passant d'une fourchette de 3 % à 6 % à une cible nominale de 3 %). Cette mesure, plébiscitée de longue date par la Banque centrale, doit permettant la diminution des anticipations d'inflation et de l'inflation elle-même, créant ainsi une marge de manœuvre pour des taux plus faibles à moyen terme.

## Les exportations agricoles sud-africaines enregistrent une forte croissance au troisième trimestre

La croissance des exportations agricoles reste soutenue au troisième trimestre, enregistrant une hausse de 13 % en glissement annuel pour atteindre 4,7 Mds USD, stimulée par une demande mondiale dynamique, l'amélioration de l'efficacité des infrastructures portuaires, ainsi que le coût favorable des matières premières.

Le premier partenaire du commerce agricole sud-africain reste l'Afrique, représentant 34 % des exportations au troisième trimestre, important principalement des produits céréaliers et du bétail. L'UE (23 % des exportations) offre un débouché différent pour les exportations sud-africaines, axé sur les agrumes et le vin. Concernant les États-Unis, malgré les incertitudes pesant sur le commerce bilatéral, les exportateurs ont profité de l'accalmie douanière au deuxième trimestre pour exporter d'importants volumes. Les États-Unis demeurent un partenaire mineur du secteur agricole sud-africain, ne représentant que 3 % des exportations agricoles.

Bien que l'agriculture ne contribue qu'à hauteur de 2,9 % du PIB sud-africain, elle reste un poste important de la balance commerciale, constituant 12,5 % des exportations sud-africaines, se positionnant derrière les secteurs industriels et miniers.

## Les ventes au détail progressent en septembre, portées par la solide performance des « détaillants généraux » selon l'institut des statistiques sud-africain (StatsSA)

Selon l'agence nationale des statistiques Stats SA, les ventes au détail ont augmenté de 3,1 % sur un an au mois de septembre 2025. Cette hausse a été tirée par les « détaillants généraux », dont les ventes ont progressé de 1,9 % (soit une contribution positive de 0,9 point au total). Parallèlement, le poste « textiles, habillement, chaussures et articles en cuir » a connu une croissance dynamique (+4,4 %, soit une contribution de 0,7 point au total). Sur l'ensemble du troisième trimestre, les ventes au détail ont enregistré une croissance de 3,6 % par rapport à la même période de l'année précédente. Les contributeurs les plus dynamiques ont été les « meubles de maison, appareils électroménagers et équipements » ainsi

que la « quincaillerie, peinture et verre » (respectivement 9,1% et 8,4% de croissance, représentant 1,1 point au total). Néanmoins, la vente de nourriture, d'alcool et de tabac recule légèrement par rapport à l'année précédente (baisse de 1,4%).

Enfin, le commerce en ligne continue à gagner des parts de marché selon des données d'Aksa Bank, qui recense une nette augmentation de la valeur moyenne des transactions en ligne (+21,7% en glissement annuel), contre une stabilité des transactions dans les commerces physiques (375 ZAR).

### **Anglo American reçoit une nouvelle offre publique d'achat de la part de BHP ([Moneyweb](#))**

BHP Group a soumis à Anglo American une nouvelle offre de rachat en cash et actions, ce qui vient perturber la fusion prévue entre Anglo et l'entreprise minière canadienne Teck Resources, sur laquelle les actionnaires voteront le 9 décembre. L'accord Anglo-Teck, annoncé en septembre et largement soutenu, créerait un géant du cuivre valorisé plus de 60 Mds USD. Anglo American, dont la valeur est estimée à environ 42 Mds USD, a informé Teck de l'approche de BHP, un an après une première tentative jugée trop complexe et trop basse.

Cette offensive s'inscrit dans la consolidation rapide du secteur minier, particulièrement dans le domaine du cuivre, minerais critique pour l'électrification et la transition énergétique. Anglo reste une cible prisée grâce à son portefeuille de mines de cuivre, principalement en Amérique latine, tandis que le groupe s'est récemment délesté de ses principaux actifs dans le platine en Afrique du Sud. La récente divergence boursière — Anglo American en hausse, BHP en baisse — pourrait toutefois compliquer un accord, alors que le Canada

renforce la pression pour protéger les emplois et la gouvernance de Teck.

Une fusion BHP-Anglo subirait un examen réglementaire strict, notamment en Afrique du Sud mais aussi en Chine car elle renforcerait fortement la concentration du secteur. Les prochaines étapes clés restent le vote du 9 décembre, en attendant d'éventuelles réactions d'Anglo ou de BHP d'ici là.

### **L'UE et l'Afrique du Sud signent un Partenariat pour le commerce et l'investissement propres (CTIP) et un MoU sur les minerais de la transition énergétique en marge du sommet du G20 à Johannesburg ([Mining Weekly & Commission européenne](#))**

À la veille du G20 en Afrique du Sud, l'UE et l'Afrique du Sud ont lancé leur premier Clean Trade and Investment Partnership (CTIP), destiné à stimuler les échanges et investissements dans les chaînes de valeur propres (énergies renouvelables, technologies bas carbone, réseaux électriques, carburants propres, matières premières critiques). Le cadre facilitera les financements des acteurs privés et des institutions financières publiques européennes et favorisera l'industrialisation locale dans la transition énergétique juste sud-africaine.

Les deux gouvernements ont également scellé un partenariat stratégique sur les minerais de la transition énergétique. Signé par Cyril Ramaphosa, Ursula von der Leyen et António Costa, l'accord vise à sécuriser l'accès européen aux métaux clés pour les technologies bas-carbone tout en soutenant la transformation locale des minerais, priorité affichée par Ramaphosa. A noter que le champ d'application du MoU n'inclut pas le charbon, considéré comme minerais « critique » par l'Afrique du Sud mais comprend l'uranium, qui ne figure pas sur la liste des minerais critiques de l'UE.

Dans un contexte géopolitique tendu et d'incertitudes autour de la participation américaine au G20, ces annonces permettent de valoriser l'approche partenariale entre les deux parties. Pour la Commission Européenne, soucieuse de réduire sa dépendance envers la Chine, l'enjeu est de sécuriser ses chaînes d'approvisionnement en renforçant ses relations avec les pays d'extraction tout en soutenant la transformation locale. L'Afrique du Sud dispose de réserves importantes de métaux du groupe des platinoïdes (PGM), mais aussi de manganèse, chrome ou encore vanadium.

### **Transnet se voit accorder deux prêts de 300 M EUR de l'AFD et de 350 M EUR de la BEI pour la réhabilitation de ses infrastructures portuaires et ferroviaires (Engineering News)**

En marge de la visite du Président Macron pour le G20, l'AFD et Transnet ont signé une lettre d'intention en vue d'un prêt bonifié de 300 M EUR. Ce financement vise à soutenir la stratégie de décarbonation de Transnet. Il doit notamment permettre d'augmenter l'usage d'électricité renouvelable (jusqu'à 300 GWh/an), moderniser les ports et réhabiliter 550 km de voies ferrées afin de transférer davantage de fret vers le rail.

Parallèlement, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a approuvé un prêt de 350 M EUR, complété par une subvention de 21 M EUR, pour rénover les infrastructures portuaires et ferroviaires. L'objectif est d'améliorer l'efficacité logistique, réduire les émissions et les coûts du fret, et renforcer la compétitivité du pays, en cohérence avec le JET-P.

Les deux initiatives placent aussi le développement de l'hydrogène décarboné au cœur de leur action. L'AFD, appuyée par 6 M EUR de l'UE, financera études et projets pilotes pour structurer la stratégie

hydrogène de Transnet dans les ports, le rail et les pipelines.

### **Le régulateur de l'énergie sud-africain valide une baisse de 6 % du prix maximum du gaz pour la période janvier–mars 2026 (Agence Ecofin)**

Le National Energy Regulator of South Africa (NERSA) a validé une baisse de 6 % du prix maximum du gaz vendu par Sasol Gas pour la période janvier–mars 2026. Le tarif plafond passe ainsi de 90,57 ZAR (4,55 EUR) à 85,10 ZAR (4,28 EUR) par gigajoule (GJ), une réduction liée à la diminution des coûts d'approvisionnement influencés par les prix du pétrole, le taux de change et les coûts de production.

Cette révision s'inscrit dans le mécanisme trimestriel appliqué à Sasol Gas, qui doit ajuster ses tarifs en fonction de ses coûts et des volumes disponibles, notamment ceux importés du Mozambique.

La mesure intervient alors que plusieurs secteurs industriels sud-africains restent largement dépendants du gaz pour leurs procédés à haute température, comme la pétrochimie, le ciment, la métallurgie ou le verre. Le complexe de Sasol à Secunda, l'un des plus importants du pays, consomme à lui seul environ 120 M GJ par an. Les réserves du gisement de Pande Temane (Mozambique) se réduisent progressivement, faisant craindre aux industriels une pénurie à moyen terme. Plusieurs solutions sont envisagées, comme l'approvisionnement depuis le terminal gazier de Matola (Mozambique) ou depuis Richards Bay (Afrique du Sud).

### **Angola**

### **La BNA amorce un assouplissement prudent face au repli de l'inflation**

Le dernier Comité de Politique Monétaire de la Banco Nacional de Angola a marqué

une inflexion vers un assouplissement mesuré de la politique monétaire. Le taux directeur a été abaissé de 19 % à 18,5 %, tandis que les taux des facilités permanentes ont également été réduits - la facilité de cession de liquidités passant de 20 % à 19,5 % et la facilité de dépôt de 17 % à 16,5 %. Pour la BNA, ces ajustements sont justifiés par l'évolution favorable du cadre macroéconomique : l'inflation poursuit sa décélération et les indicateurs monétaires signalent une diminution des pressions inflationnistes à court terme, créant un espace pour commencer à alléger les conditions financières sans compromettre la stabilité des prix.

Cette décision s'inscrit dans une logique de soutien graduel à l'activité économique. En abaissant légèrement le coût du crédit, la BNA cherche à stimuler la demande et à faciliter le financement de l'économie réelle, tout en conservant une marge de manœuvre en cas de réurgence des tensions sur le taux de change ou de volatilité des prix du pétrole. L'inflexion reste volontairement prudente : les réductions annoncées ne modifient pas fondamentalement le caractère restrictif de la politique monétaire, mais elles en atténuent la rigidité, avec l'objectif de maintenir un équilibre entre reprise économique et maîtrise inflationniste. La prochaine réunion du comité de politique monétaire aura lieu les 13 et 14 janvier 2026.

### **L'agence de notation Fitch Ratings confirme la note souveraine « B- » de la République d'Angola, assortie d'une perspective stable**

Malgré la baisse prévue des prix du pétrole et l'affaiblissement de l'économie, Fitch souligne les réserves internationales supérieures à la moyenne, les excédents courants et un déficit budgétaire maîtrisé comme facteurs de soutien. D'autre part, des risques persistent, liés à la forte dépendance vis-à-vis des matières premières, à une inflation encore élevée et à l'amortissement significatif de la dette

extérieure. Le rapport souligne que la viabilité de la dette reste vulnérable aux chocs externes et à la dévaluation de la monnaie.

### **Le panier de la ménagère flambe malgré la baisse de l'inflation en Angola**

Malgré une inflation annuelle en recul à 17,4 % en octobre 2025 et un taux de change stable depuis plus d'un an, les prix du panier de la ménagère continuent de grimper, et enregistre des hausses supérieures à 20 % pour certains produits comme le riz ou la volaille. La production nationale insuffisante, la dépendance aux importations et les surcoûts liés à la revalorisation du salaire minimum à 100 000 AOA contribuent à cette flambée. Les gros conditionnements, historiquement moins chers, deviennent rares, obligeant les ménages à acheter en plus petites quantités et à payer davantage. Face à cette pression sur le pouvoir d'achat, les familles adoptent des stratégies collectives et ajustent leur consommation. La situation souligne l'urgence de mesures de soutien ciblées et de réformes structurelles pour renforcer l'offre locale et protéger les ménages les plus vulnérables.

### **Le Gouvernement défie l'indépendance de la Banque Centrale dans le budget pour 2026**

Le Gouvernement angolais confirme dans le Budget 2026 son intention de rembourser sur cinq ans un prêt obtenu auprès de la Banco Nacional de Angola (BNA), en contradiction directe avec la loi n° 24/21, qui impose un remboursement intégral dans l'année et en numéraire uniquement. En s'appuyant uniquement sur l'article 35(1) — qui autorise le financement — l'exécutif omet volontairement les paragraphes qui encadrent strictement les conditions de remboursement, ouvrant la voie à une opération potentiellement réalisée via titres publics, doublement illégale.

Alors que l'encours de la dette du Trésor envers le BNA atteint déjà 1,5 Md AOA (1,6 Md USD), cette démarche ravive les critiques sur le respect du cadre légal et sur une pratique qui met à l'épreuve l'indépendance de la banque centrale, déjà mise en cause lors d'un précédent cas similaire en 2016 et lors du budget 2025.

## **Le gouvernement angolais resserre l'accès aux carburants subventionnés**

Le ministère des Finances d'Angola prévoit d'alléger de 40 % la charge des subventions aux carburants dans le budget 2026, sans augmenter le prix à la pompe, en limitant notamment l'accès des organismes publics à ce type d'avantages. Ministères, entreprises publiques, forces de sécurité et hauts responsables verront leurs allocations de carburant mieux ciblées, afin de réduire les usages abusifs et de soulager la pression sur les finances publiques, avec des subventions globales ramenées de 2 Mds à 1,2 Md de kwanzas. Cette initiative s'inscrit dans les recommandations de bonne gestion budgétaire formulées par le FMI.

## **Lobito accueille l'agence de facilitation du transit régional dirigée par Amadeu Nunes**

La ville de Lobito (Benguela) devient le siège de l'Agence de Facilitation du Transport et du Transit du Corridor du Lobito (AFTTCL), créée dans le cadre d'une coopération tripartite entre l'Angola, la RDC et la Zambie. L'agence a pour rôle principal de coordonner les politiques, régulations et procédures douanières entre les trois pays afin de fluidifier le transit des marchandises sur ce corridor stratégique.

L'AFTTCL sera dirigée par Amadeu Nunes, économiste et juriste (formé en France), ancien secrétaire d'État au Commerce, M. Nunes est un fin négociateur, il a représenté l'Angola à l'OMC, et a été également posté au Portugal, en Italie et aux Etats-Unis. L'agence agit surtout comme un

instrument politique et institutionnel, visant à harmoniser les règles et à réduire les frictions administratives, plutôt que d'intervenir directement dans la logistique. Cette initiative marque un tournant pour le Corridor du Lobito, renforçant son rôle de plateforme majeure pour le commerce intrarégional.

## **Forum d'affaires Union européenne – Union africaine 2025 : quand l'Afrique et l'Europe misent enfin sur les projets concrets**

Le forum d'affaires UE-UA (AEBF 2025), qui s'est tenu à Luanda en marge du sommet UE-UA les 24 et 25 novembre, a confirmé que l'Union européenne et l'Union africaine entendaient faire du secteur privé l'un des piliers du rapprochement économique entre les deux continents. Le Forum a rassemblé investisseurs, entrepreneurs et décideurs publics d'Afrique et d'Europe dans l'objectif de transformer des ambitions en projets concrets : énergie verte, infrastructures, santé, transports, logistique, numérique, agriculture, autant de secteurs jugés prioritaires. Au-delà des promesses, les participants ont adopté une *Joint Business Declaration 2025* : un appel à la mise en place de partenariats « gagnant-gagnant », à la simplification des accès aux instruments de financement (subventions, garanties, capital-risque), à l'intégration des chaînes de valeur, et à une implication renforcée des PME, des jeunes et des femmes. L'intention est de garantir que les flux de capitaux ne se contentent pas de financer des infrastructures, mais favorisent une industrialisation locale avec création d'emplois, transfert de compétences et valeur ajoutée. Le Forum d'affaires apparaît ainsi comme le point d'ancrage, opérationnel et pragmatique, de la coopération économique UE-UA. Les véritables retombées de ces annonces dépendront désormais de la rapidité avec laquelle les engagements de la Déclaration seront traduits en projets concrets, assortis de cadres clairs, de financements adaptés, et d'un suivi effectif.

## **Alstom : signature d'un protocole d'accord pour la ligne bleue de Luanda**

Alstom a signé un protocole d'accord avec le ministère des Transports angolais pour développer la ligne bleue du futur métro de Luanda. L'accord, conclu en marge du 7<sup>ème</sup> sommet UA-UE qui s'est tenu à Luanda les 24 et 25 octobre 2025, prévoit un engagement commun à évaluer, planifier et, le cas échéant, mettre en œuvre la construction et la mise en service de cette ligne. Projet stratégique pour la mobilité urbaine et la compétitivité économique de la capitale, la ligne bleue doit suivre un corridor côtier d'environ 50 km, de Cacuaco (au nord) à Benfica (au sud). Intégrée au plan directeur de mobilité de Luanda, elle vise à améliorer la connectivité, réduire les embouteillages et stimuler de nouvelles dynamiques socio-économiques.

## **Résultats définitifs du recensement de la population et de l'habitat 2024**

L'Institut national de la statistique a publié jeudi les résultats définitifs du recensement général de 2024. Au 19 septembre 2024, l'Angola comptait 36 604 681 habitants, dont 17 931 985 hommes (49 %) et 18 672 696 femmes (51 %). Par rapport au recensement de 2014, la population a augmenté de 10 815 656 personnes, soit un taux de croissance annuel moyen de 3,5 %. La province de Luanda demeure la plus peuplée, concentrant 24,1 % de la population nationale, suivie par la Huíla (9,0 %), le Huambo (7,4 %) et Benguela (7,1 %). À l'inverse, les provinces les moins peuplées sont le Moxico (1,6 %), le Cuando Cubango (1,6 %), le Moxico Leste (1,1 %) et le Cuando (0,4 %).

## **Botswana**

### **L'inflation annuelle atteint 3,6 % au mois d'octobre (StatsBots)**

Selon l'agence nationale des statistiques (Stats SA), l'inflation annuelle des prix à la consommation est passée de 3,7 % en septembre à 3,9 % en octobre. Cette progression est principalement attribuable à la hausse des coûts du « transport » (+6,2 %, soit une contribution de +1,6 point), des « aliments et boissons non alcoolisées » (+5,5 %, soit +0,8 point) et des « biens et services divers » (+8,4 %, soit +0,8 point). À l'inverse, l'inflation du poste « logement, de l'eau, de l'électricité et du gaz » a reculé (-3,1 %, soit -0,5 point). Les perspectives restent toutefois orientées à la hausse, en raison des récents ajustements du régime de change du pula, qui devraient exercer une pression inflationniste supplémentaire en augmentant le coût des devises nécessaires pour couvrir les besoins d'importations du Botswana.

## **Malawi**

### **Le Malawi prolonge l'état de catastrophe alors que la crise alimentaire s'aggrave**

Le Président Peter Mutharika a étendu la déclaration de l'état de catastrophe à l'ensemble des 28 districts et quatre villes du pays, en raison de la grave insécurité alimentaire causée par une sécheresse prolongée. En octobre, le Président avait initialement déclaré l'état de catastrophe dans 11 districts. La situation alimentaire devrait en effet s'aggraver d'ici à mars 2026, alors que l'insécurité alimentaire (IPC 3 et +) touche un Malawite sur 5 (4 millions de personnes au total) et que 8000 personnes pourraient se trouver en situation d'urgence (IPC4) d'ici à mars 2026.

### **Lotus Resources lance officiellement l'exploitation de la mine d'uranium de Kayelekera (Agence Ecofin)**

Le 24 novembre, le groupe australien Lotus Resources a relancé officiellement l'exploitation de la mine d'uranium de

Kayelekera, trois mois après sa remise en service. L'objectif : atteindre une production de 200 000 livres d'uranium par mois d'ici le premier trimestre 2026.

Relancée en août après onze ans d'arrêt, suite à la hausse des cours mondiaux de l'uranium, avec un investissement de 50 M USD, la mine avait d'abord traité 300 000 tonnes de minerai déjà stocké. Le début de l'extraction permettra d'accroître la production, en ligne avec l'objectif moyen annuel de 2,4 millions de livres (1200 tonnes) d'oxyde d'uranium (yellow cake) sur dix ans. Pour rappel, la production mondiale d'uranium est d'environ 60 000 tonnes.

Les premières livraisons sont déjà sécurisées via des accords avec Curzon Uranium et un énergéticien nord-américain dont l'identité reste inconnue. L'État malawite, actionnaire à 15 %, percevra une redevance de 5 % sur les revenus futurs.

## Mozambique

### **La Banque centrale abaisse son taux directeur à 9,50 % (-25 pb)**

Reuni le 14 novembre dernier, le Comité de Politique Monétaire de la Banque du Mozambique a décidé de réduire le taux directeur (MIMO) de l'institution de 9,75 % à 9,5 %.

La Banque justifie cette modeste réduction par l'aggravation des risques et des incertitudes associés aux projections d'inflation, liés au retard dans le remboursement de la dette publique intérieure.

La dette publique intérieure s'élève à 465,8 Mds MZN, soit une hausse de 10,8 % par rapport à décembre 2024. Depuis janvier 2025, le taux préférentiel du système bancaire a diminué de 370 pb, pour s'établir actuellement à 16 %. Le prochain CPMO aura lieu fin janvier 2026.

### **TotalEnergies visé par une plainte de complicité de crimes de guerre pour les massacres dans les conteneurs au Mozambique**

TotalEnergies fait l'objet d'une plainte déposée lundi 17 novembre à Paris, pour complicité de crimes de guerre et de torture liés à un massacre survenu sur son site gazier au Mozambique en 2021, information révélée par POLITICO l'an dernier. Le Centre européen pour les droits constitutionnels et les droits humains (ECCHR), une association de défense des droits humains, accuse TotalEnergies de s'être rendue complice de ce massacre, en ayant directement financé et soutenu matériellement les soldats mozambicains qui protégeaient son enceinte – dans laquelle le groupe français n'était plus présent, suite à l'évacuation des personnels pour force majeure - d'une insurrection menée par un groupe lié à l'Etat islamique.

### **Mozambique LNG : le gouvernement mozambicain donne 30 jours à TotalEnergies pour présenter un plan de reprise immédiate des travaux et lance un audit sur les surcoûts découlant de la force majeure**

La Résolution n° 42/2025 du Conseil des ministres du 18 novembre ordonne, avec prise d'effet immédiate, la réalisation d'un audit indépendant sur les coûts engagés par le projet Mozambique LNG durant la période de force majeure. Le Gouvernement validera les résultats de l'audit, en garantissant transparence et impartialité ainsi qu'un droit au contradictoire pour les concessionnaires. La période initiale de 30 ans pour le développement et la production, telle qu'approuvée en 2018, est maintenue. La validation finale des coûts par l'Etat dépendra de la conclusion de l'audit et de la résolution des aspects techniques et contractuels.

On notera que cette résolution spécifie aussi que la reprise du projet ne dépend pas de la finalisation de ce rapport et que le concessionnaire doit présenter sous 30 jours « le calendrier des actions et approbations nécessaires à la mise en œuvre immédiate du Projet ».

## Namibie

### **Fin de mandat pour le gouverneur de la *Bank of Namibia***

Le gouverneur de la *Bank of Namibia*, Johannes !Gawaxab, quittera ses fonctions fin décembre après plus de cinq ans en poste. Il a dirigé l'institution à travers la pandémie et une période marquée par une forte volatilité économique au niveau mondial et plusieurs réformes du secteur financier. Sous sa conduite, la banque a maintenu une inflation faible et stable, mis en œuvre des réformes monétaires et réglementaires majeures et assuré en octobre le remboursement réussi d'un eurobond de 750 MUSD, renforçant la confiance des investisseurs dans la crédibilité budgétaire du pays. Son successeur n'a pas encore été annoncé.

### **Africa Global Logistics (AGL) investit près de 40 M EUR dans le secteur logistique namibien, dans l'attente de la première production pétrolière du pays (*The Namibian*)**

Africa Global Logistics (AGL) a investi 794 millions NAD (env. 40 M EUR) pour renforcer les infrastructures logistiques de Namibie, en préparation de sa première production pétrolière offshore dans le *bassin d'Orange*. L'entreprise ambitionne de devenir un partenaire stratégique durable pour les opérateurs internationaux.

L'effectif local du groupe est passé de 8 à plus de 100 employés en 18 mois, et AGL a signé un accord avec une université de Windhoek pour développer les compétences locales et renforcer la

participation namibienne dans la chaîne pétrolière et gazière. Pour rappel, AGL était historiquement l'ancienne filiale africaine de Bolloré Logistics, rachetée en 2022 par l'armateur suiso-italien MSC.

### **Le conseil municipal de Windhoek adopte un plan sur 20 ans pour améliorer la sécurité de l'approvisionnement en eau (*Windhoek Observer*)**

La Ville de Windhoek a adopté un Master Plan intégré pour la gestion de l'eau et des eaux usées sur 20 ans, destiné à encadrer l'approvisionnement, l'usage et la gestion des ressources hydriques dans un contexte de stress croissant. La baisse des niveaux des barrages Von Bach, Omatako et Swakoppoort, combinée à la réduction de 35 % des livraisons de NamWater en 2024, a accru la dépendance de la capitale à la réutilisation potable directe et au pompage des aquifères. Les restrictions de catégorie D restent en vigueur : l'arrosage des jardins est limité à une fois par semaine, le remplissage des piscines est interdit et l'utilisation d'eau semi-purifiée est imposée pour l'arrosage des pelouses. Des pénalités tarifaires s'appliquent en cas de consommation domestique excessive.

Pour sécuriser l'offre à long terme, la municipalité mise sur l'extension du système de recyclage direct de l'eau au New Goreangab Water Reclamation Plant, opéré par une filiale de Veolia, ainsi que sur la recharge contrôlée des aquifères. Le Master Plan bénéficie du soutien financier et technique du African Water Facility de la Banque africaine de développement (BAfD). L'objectif central est de renforcer la résilience du service d'eau face aux chocs climatiques et à la croissance urbaine.

## Zambie

### **Le Premier ministre chinois en Zambie pour une visite historique**

La Zambie accueille ce mercredi le Premier ministre chinois Li Qiang, première visite d'un chef de gouvernement chinois en 28 ans, alors que le pays sort d'une longue crise financière. Pékin, premier créancier de Lusaka (5,7 Mds USD sur une dette restructurée de 13,4 Mds USD), cherche à consolider son rôle dans la relance économique d'un pays stratégique et riche en cuivre.

La Chine a déjà investi environ 6 Mds USD en Zambie en vingt ans, principalement dans le secteur métallurgique, et mise sur de nouveaux accords : l'ambassade chinoise évoque « des dizaines » de partenariats à signer. Pékin veut également renforcer ses exportations d'équipements industriels, tandis que Lusaka réclame désormais des investissements plutôt que des prêts.

Cette visite intervient alors que l'Europe et les États-Unis intensifient leur présence : l'UE a récemment présenté de nouveaux financements dans les transports, l'énergie et les matières premières via le corridor du Lobito, concurrent du chemin de fer Tazara dont Pékin finance une vaste modernisation.

La Banque mondiale prévoit une croissance de 6,5 % pour la Zambie en 2026, contre une moyenne de 5 % sur vingt ans, alors que le pays tente de renforcer son attractivité au milieu d'une nouvelle compétition géopolitique.

### **S&P Global relève la note souveraine de la Zambie après la sortie du défaut**

L'agence de notation S&P Global a retiré la Zambie de la catégorie « en défaut » et lui a attribué une note souveraine à long terme en devises étrangères de CCC+, assortie d'une perspective stable.

L'agence souligne les progrès réalisés dans la restructuration de la dette, tout en mettant en avant des incertitudes

persistantes quant à la finalisation complète du processus, ainsi que des risques économiques liés aux élections prévues l'année prochaine.

Selon S&P, l'issue du scrutin dépendra en partie de la capacité de l'administration actuelle à transformer les efforts de stabilisation économique en améliorations tangibles pour la population.

## **Zimbabwe**

### **Production record de blé au Zimbabwe lors de la récolte 2024-2025**

Faisant figure d'exception en Afrique, le Zimbabwe est autosuffisant en blé depuis la campagne de 2022/2023. Le pays parvient même à maintenir une dynamique de croissance de sa filière. La récolte de blé s'établirait ainsi à 639 942 tonnes en 2024/2025, signant un nouveau record pour la filière, en hausse de 13 % par rapport à l'année précédente (563 961 tonnes), en partie liée à l'augmentation des surfaces cultivées (+2000 ha, portant la superficie cultivée à 122 000 ha). Le ministère de l'Agriculture attribue principalement cette embellie aux efforts déployés par le gouvernement pour moderniser le secteur agricole à travers des investissements dans la mécanisation et le développement de l'irrigation. Alors que la consommation annuelle est estimée à 360 000 tonnes, cette récolte devrait permettre à la filière de dégager un surplus de près de 280 000 tonnes pour l'exportation. En septembre dernier, le ministère de l'Agriculture a révélé que des négociations étaient déjà entamées avec la Zambie, le Mozambique et la Tanzanie pour exporter une partie de cette céréale.

### **Le milliardaire nigérian Aliko Dangote annonce 1 Md USD d'investissements au Zimbabwe (allAfrica)**

Le milliardaire nigérian Aliko Dangote a conclu avec le Zimbabwe un accord de 1 Md USD portant sur la production de ciment, la génération d'électricité et la construction d'un pipeline de 2 000 km entre Walvis Bay (Namibie) et Bulawayo. Ce projet pourrait réduire la facture énergétique du pays et diversifier l'approvisionnement en carburant. A Walvis Bay, Dangote Petroleum Refinery construit également un site de stockage de carburant d'une capacité de 1,6 million de barils, pour un investissement de près de 120 M EUR. Cette infrastructure lui permettrait de livrer le carburant produit par ses raffineries, notamment au Nigeria. Pour l'heure, le Zimbabwe est principalement livré via un unique pipeline reliant Harare au port de Beira (Mozambique) opéré par la National Oil Company of Zimbabwe (NOIC). Un projet est également en cours pour augmenter la capacité de celui-ci, passant sa capacité de transport de 3 Md L/ an (18,9 millions de barils) à 5 Md L/an (31 millions de barils).

La finalisation de l'accord a été actée lors d'une rencontre avec le président Emmerson Mnangagwa le 12 novembre.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication: SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo  
[jade.plancke@dgtresor.gouv.fr](mailto:jade.plancke@dgtresor.gouv.fr), [antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr](mailto:antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : [jade.plancke@dgtresor.gouv.fr](mailto:jade.plancke@dgtresor.gouv.fr), [antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr](mailto:antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr)